



WWF

RAPPORT

RDC

2012



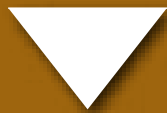
Norad

RAPPORT DE SUIVI FORESTIER 2012

La longue marche vers une gestion responsable des forêts en RDC



AVANT-PROPOS



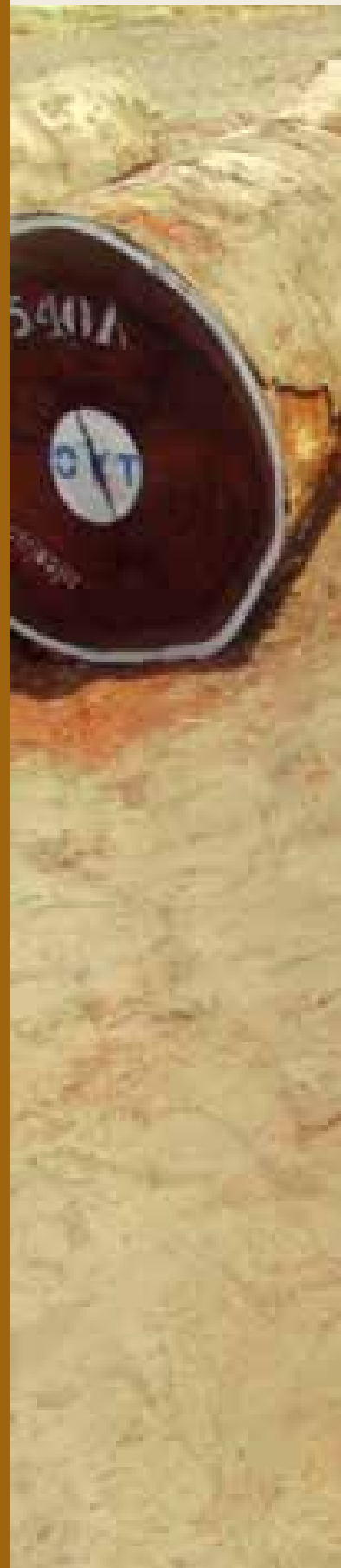
Le présent rapport est le fruit de la collaboration entre le WWF-RDC et les organisations de la société civile nationale de la RD Congo. Il est à sa troisième édition et est le résultat du suivi forestier indépendant mené par la société civile environnementale en vue d'accompagner d'une part, les concessionnaires forestiers dans la gestion durable des forêts et d'autre part, les communautés locales et/ou peuples autochtones dans l'appropriation de la législation forestière et de ses textes d'application pour une meilleure connaissance de leurs droits et obligations ce qui devrait contribuer à l'amélioration de leurs conditions d'existence.

La production de ce rapport a été rendue possible grâce aux missions de terrain réalisées par des membres de la société civile environnementale. Il s'agit notamment de Alain Ngulungu (ACB), Bienvenu Ngoy (GTF), Guy Lyaki (ADPE), Louise Kavira (REPALEF), Eric Bokondji (PABO), Fils Mambozi (Avocats Verts), Jean Pierre MOLA (THALITAKOUMI), Joseph Nkoso (AEHD), Joseph MPUTU(UDME), Jibril BISAMBU (NTOMBOKOLO), Mélanie KIGWALA (GACC), Olivier KALAMBA (DDFK), Philomène KYUNGU (F&E), Philippe NZITA et Wissam Mayaka (AMAR), Suzanne Ntendele (IGED), Rachel KIPENDO (UEFA), Raphael Mboyo (CIDB), Rigobert Mola (CAPID), Trésor LOSALE (ILDI) et Tshotsho NZOMBE (GAPE).

La coordination et le suivi des observateurs ont été réalisés par Jean Marie Bolika, chef du projet de Renforcement des capacités de la société civile environnementale (SCAPE) et Marguerite Nzuzi, chef du projet de gestion forestière durable dans le cœur vert de l'Afrique (SFM GHOA) du programme WWF-RDC.

Tous les rapports de terrain ont été compilés par les consultants Bienvenu Ngoy et Wissam Mayaka qui ont produit la première version du rapport, relu par Belmond Tchoumba, chef de programme forêt du WWF-RDC, Bruno Perodeau, Directeur de la Conservation du WWF-RDC, et Paolo Tibadelschi de WWF Norvège.

Qu'il nous soit permis de remercier sincèrement tous ceux et celles qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la production de ce rapport. Nos pensées vont vers les communautés locales, les responsables d'entreprises forestières, les autorités politico-administratives locales et provinciales et l'administration forestière, qui ont réservé un accueil très chaleureux aux observateurs dans leurs circonscriptions respectives.



Puissent les conclusions et recommandations de ce rapport être prises en compte par le gouvernement et par les autres parties prenantes concernées par l'amélioration de la gouvernance forestière en République Démocratique du Congo.

Ce rapport a été rendu possible grâce à l'appui financier de l'Agence Norvégienne pour le Développement (NORAD). Les analyses et opinions qui y sont exprimées ne représentent pas les points de vue du réseau WWF ni ceux de NORAD.



La production de ce rapport a été rendue possible grâce aux missions de terrain réalisées par des membres de la société civile environnementale.

Des grumes saisies par l'administration forestière à Kinkole

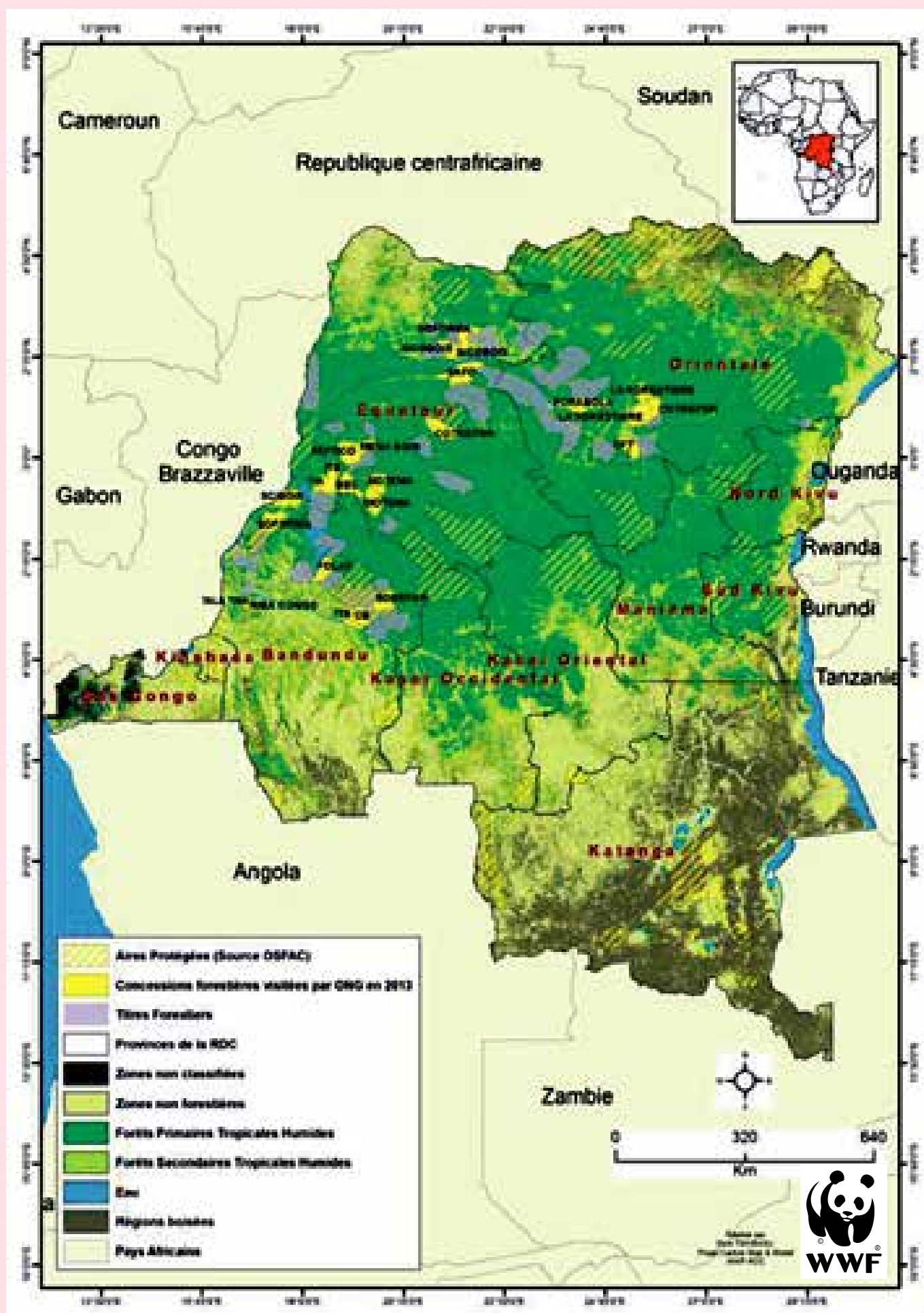


TABLE DE MATIERES



Avant-propos	2
Liste des tableaux	6
Liste des acronymes et abréviations	7
Résumé exécutif.....	10
Introduction.....	12
1. Objectifs	15
1.1. Objectif général	15
1.2. Objectifs spécifiques	15
2. Démarche méthodologique	15
2.1. Identification et formation des observateurs	15
2.2. Choix des sites à couvrir.....	15
2.3. Collecte des données sur le terrain	16
2.3.1. Revue documentaire	16
2.3.2. Interviews	16
2.3.3. Observations directes	17
2.4. Analyse des données et production du rapport	17
3. Analyse des résultats	17
3.1. Les titres non convertis livrés au pillage des exploitants artisanaux véreux	17
3.2. Interminable processus de conversion des anciens titres forestiers ..	18
3.2.1. Des titres forestiers en attente de conversion	19
3.2.2. Aménagement forestier au pas d'escargot	20
4.2.3. Des titres convertibles pas à l'abri de l'exploitation illégale.....	22
4.2.4. Les clauses sociales et la réalisation des infrastructures socioéconomiques : des réalisations de plus en plus visibles	22
4.2.5. Faible implication des peuples autochtones	24
4.2.6. Les travailleurs forestiers vivent dans des conditions précaires	25
4.2.7. Persistance des conflits sociaux	26
Conclusion et recommandations.....	28
Annexes	32
Annexe 1 : Liste des ONG ayant participé à la mission de suivi indépendant	34
Annexe 2 : Liste des titres non-convertibles visités.....	35
Annexe 3 : Liste des titres convertibles visités	36
Annexe 4 : Situation dans les titres non-convertibles visités	38
Annexe 5 : Tableau illustratif des écarts dans les réalisations sociales entre 2011-2012.	40

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Liste des titres visités par rapport aux titres existants	16
Tableau 2 : Liste des sociétés forestières et origine des capitaux.....	18
Tableau 3 : Situation de la conversion des titres forestiers	19
Tableau 4 : Etat d'avancement de l'aménagement	21
Tableau 5 : Peuples autochtones	24
Tableau 6 : Condition de vie dans les bases vie (camps des travailleurs)	25

LISTE DES ACRONYMES

ACB	: Action Commune pour la Biodiversité
AEHD	: Action Evangélique et Humanitaire pour le Développement
AMAR	: Action Massive Rurale
ADPE	: Action pour la Défense des droits des peuples de la forêt et de l'Environnement
APV	: Accord de Partenariat Volontaire
Avocats Verts	: Avocats Africains pour la Défense de la Biodiversité
CAPID	: Collectif des Associations Pygmées d'Ingende
CB	: Compagnie des Bois
CIDB	: Centre d'Information pour le Développement des Batwa
CIM	: Commission Interministérielle
CL	: Communautés Locales
CLG	: Comité Local de Gestion
CLS	: Comité Local de Suivi
CSCC	: Clause Sociale des Cahiers des Charges
DDFK	: Dynamique pour le Développement des Fermiers de Kipwita
DIAF	: Direction des Inventaires et d'Aménagement Forestier
DCVI	: Direction de Contrôle et de Vérification Interne
DGF	: Direction de la Gestion Forestière
F&E	: Femmes et Environnement
FLEGT	: Application des réglementations forestières gouvernances et échanges commerciaux
FIB	: Fédération des Industriels du Bois
GACC	: The Great Apes of Congo Center
GAPE	: Groupe d'Action pour la Protection de l'Environnement
GTF	: Groupe de Travail Forêts
IGED	: Initiative pour la Gestion de l'Environnement
ILDI	: Initiative locale pour le Développement Intégré
ITB	: Industrie de Transformation du Bois
MECNT	: Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme
OCEAN	: Organisation Concertée des Ecologistes et Amis de la Nature
OFAC	: Observatoire des Forêts d'Afrique Centrale
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PA	: Peuples Autochtones
PABO	: Paysans -Artisans de Bongandanga
PCPCB	: Programme de Contrôle de la Production et de la Commercialisation des bois
PCA	: Permis de Coupe Artisanale
PG	: Plan de gestion
PSCB	: Permis Spécial de Coupe des Bois
SGS	: Société Générale de Surveillance

SFM-GHOA	: Renforcement des capacités pour la gestion durable des forêts dans le cœur vert d'Afrique Centrale
RDC	: République Démocratique du Congo
REM	: Ressources Extractives Monitoring
REPALEF	: Réseau des Populations Autochtones et Locales pour la Gestion durable des Ecosystèmes Forestiers
SODEFOR	: Société de Développement Forestier
SCAPE	: Projet de renforcement des capacités de la société civile environnementale
SGS	: Société Générale de Surveillance
TNC	: Titres non convertis
TC	: Titres convertis
UDME	: Union pour le Développement des Minorités Ekonda
UEFA	: Union pour l'Emancipation de la Femme Autochtone
WWF	: Fonds Mondial pour la Nature



Pompe manuelle à Nteno / Bandundu, Construite par SODEFOR



Pompe manuelle à Nteno / Bandundu, Construite par SODEFOR

RESUMÉ EXÉCUTIF

Le présent rapport de suivi forestier indépendant non mandaté est à sa troisième édition. Il est le fruit de la collaboration entre WWF-RDC et une vingtaine d'organisations de la société civile environnementale congolaise. WWF-RDC a assuré la coordination de la production du rapport et l'appui logistique nécessaire tandis que les observateurs issus de 21 organisations partenaires ont procédé à la collecte des informations à travers les zones géographiques couvrant des titres forestiers convertis ou non.

La démarche mise en place a été de type participatif. Les observateurs ont premièrement été choisis parmi les ONG partenaires. Ils ont ensuite été formés aux méthodes et techniques de collecte d'information avant d'être déployés sur le terrain dans quatre provinces et 27 territoires administratifs. Ils ont couverts au total 85 titres forestiers dont 40 anciens titres forestiers convertis en contrat de concession forestière et 45 titres non convertis. Au cours de cette mission de terrain, les observateurs ainsi formés ont interviewé et sensibilisé près de 329 autorités politico-administratives, 75 autorités coutumières, 95 représentants des exploitants forestiers au niveau national et local. De plus, 321 personnes issues des ONG relais (ONG locales) ont été identifiées et formées sur les techniques de monitoring, sur l'arrêté n°023/CAB/MIN/ECN-T/28/JEB/10 du 07 Janvier 2010 fixant le modèle d'accord constituant les clauses sociales du cahier des charges du contrat de concession forestière, sur le code forestier, sur le suivi de l'exécution des clauses sociales et le suivi de l'exploitation illégale du bois. Les principaux thèmes du suivi forestier indépendant en 2012 couvraient entre autres rubriques le statut de l'exploitation, l'aménagement forestier et la certification forestière, la base vie des camps forestiers, les clauses sociales et infrastructures socioéconomiques, la gestion et prévention des conflits et l'exploitation illégale du bois d'œuvre.



Les résultats de ces investigations indiquent que les titres non convertis sont livrés au pillage par une exploitation illégale notamment du fait d'exploitants forestiers artisanaux. Les titres qui ont été jugés convertibles ne sont pas tous opérationnels et n'ont pas tous fait l'objet de signature de contrat de concession forestière. Seuls 18 titres étaient opérationnels au moment de la mission d'observation.

L'aménagement de ces concessions ne semble pas être la priorité des concessionnaires. Les travailleurs forestiers vivent dans des conditions relativement précaires, et les bases vie ne répondent pas aux standards minimum de confort.

Quelques infrastructures socioéconomiques sont réalisées conformément aux engagements des concessionnaires contenus dans les clauses sociales des cahiers de charges. Les comités locaux de suivi et de gestion mis en place ne sont pas toujours à la hauteur de la tâche, sans doute du fait du faible niveau d'instruction de leurs membres et de leurs

capacités limitées à gérer les fonds alloués pour la réalisation des infrastructures socioéconomiques. Dans la plupart des cas, les fonds sont détournés et les matériels volés par les membres.

Les conflits subsistent entre les entreprises forestières et les communautés locales, entre les communautés elles-mêmes et entre les entreprises et les exploitants artisanaux ou semi-industriels.

De ce qui précède, il est impératif de renforcer les capacités des comités locaux de gestion et de suivi, de veiller à un respect strict de la réglementation forestière, de finaliser le processus de conversion des anciens titres forestiers et de procéder à une évaluation de l'ensemble des titres convertis afin de s'assurer que les entreprises bénéficiaires ont les capacités techniques et financières de les exploiter et d'honorer leurs engagements sociaux vis à vis des communautés riveraines.



Les conflits subsistent entre les entreprises forestières et les communautés locales, entre les communautés elles-mêmes et entre les entreprises et les exploitants artisanaux ou semi-industriels.

INTRODUCTION

Le présent rapport fait suite à celui publié en 2011 et présente les résultats de l'observation indépendante non mandatée¹ autrement appelée suivi forestier indépendant effectué par la société civile environnementale de la RD Congo. Les données ont été collectées en 2012 et sont publiées avec un certain retard en raison de quelques difficultés logistiques. Le rapport se focalise sur le suivi du respect des clauses sociales des cahiers de charge par les industriels forestiers, en même temps qu'il met un accent particulier sur l'exploitation forestière illégale devenu un fléau tant décrié par plusieurs acteurs du secteur forestier congolais.

Avec l'appui technique et financier de WWR-RDC, 21 ONG² se sont déployées sur le terrain à l'aide des fiches de collecte d'information et ont visité près de 85 titres forestiers dans quatre provinces et 27 territoires administratifs de la RDC.

Ce travail de suivi forestier indépendant s'inscrit aussi dans la droite ligne des directives sous-régionales de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) sur la participation des populations locales et autochtones ainsi que des ONG qui les accompagnent dans le processus de gestion participative des forêts. Il s'appuie aussi sur la législation forestière en vigueur et sur l'Agenda prioritaire du Gouvernement qui reconnaît à la société civile un rôle indéniable dans l'accompagnement des communautés locales et autochtones, la défense de leurs droits, et la gestion durable des ressources forestières.

Pour situer ce travail dans son contexte, il convient de rappeler que, depuis le début des années 2000, la République Démocratique du Congo s'est engagée dans la réforme de son secteur forestier en promulguant un code forestier qui a mis l'accent sur la gestion durable de ses ressources forestières et sur le partage des bénéfices générés par l'exploitation industrielle du bois au profit des communautés locales et autochtones riveraines des concessions forestières. La négociation des clauses sociales des cahiers de charge entre les entreprises forestières et les communautés constitue une véritable innovation et un cas d'école dans l'ensemble de l'espace COMIFAC.

¹ *L'observation indépendante non mandatée se distingue de celle dite mandatée par le fait que dans le deuxième cas, l'observateur indépendant est une organisation qui reçoit un mandat formel du MECNT à travers un contrat de collaboration, alors que dans le premier cas, il s'agit d'une action citoyenne menée par les organisations de la société civile nationale comme contribution volontaire à l'amélioration de la gouvernance forestière. Si dans l'observation indépendante mandatée les termes de référence et les modalités de l'exécution de la mission sont définis conjointement entre le mandant et le mandaté, dans l'observation indépendante non mandatée, les organisations de la société civile définissent elles-mêmes leurs termes de référence et les modalités de leur déploiement. Leur rapport n'est pas non plus soumis à un quelconque comité de lecture présidé par les responsables du MECNET.*

² *La liste des ONG et des titres forestiers couverts est présentée en annexe*





Vue d'une salle de malade dans un dispensaire construit par CFT à
Ubundu / Province Orientale

LA REFORME FORESTIERE CONGOLAISE DE 2002

La République Démocratique du Congo s'est engagée au début des années 2000 à réformer son secteur forestier qui jusque-là était régi par une loi datant de 1949 pendant l'époque coloniale. Il s'est agi pour l'Etat de se réapproprier son patrimoine forestier et d'en moderniser la gestion dans une perspective de durabilité. La réforme a été un processus participatif qui a fait intervenir aussi bien les pouvoirs publics que les acteurs de la société civile et les partenaires au développement. Elle a abouti au vote et à la promulgation de la loi n°11/2002 du 29 août 2002 portant Code forestier. Le code comporte l'ensemble des dispositions régissant le statut, l'aménagement, la conservation, l'exploitation, la surveillance ainsi que la police des forêts et des terres forestières (article 3 du Code forestier). Cette loi est accompagnée de 45 textes d'application pour en faciliter justement la mise en œuvre.

Les principales innovations de cette réforme forestière ont notamment porté sur la nécessité de l'aménagement forestier, l'implication des communautés à travers les forêts des communautés locales et le partage des bénéfices issus de l'exploitation forestière grâce à la signature des clauses sociales des cahiers de charges entre les concessionnaires et les communautés locales riveraines, l'octroi des titres forestiers par voie d'adjudication etc.

Pour assurer la transition entre le texte colonial et les nouvelles dispositions du code forestier un moratoire sur l'allocation des nouveaux titres forestiers a été décidé le 12 mai 2002 par un arrêté ministériel. De plus, un comité interministériel (CIM) chargé de convertir les anciens titres forestiers constitués des garantis d'approvisionnement et les lettres d'intention en contrat de concession forestière a été créée. Les modalités de conversion des titres ont été définies par décret présidentiel.

La conversion se termine par la signature d'un contrat de concession, auquel est annexé un plan de gestion approuvé par l'administration forestière, et des clauses sociales signées entre le concessionnaire et les communautés locales riveraines.

A ce jour la CIM a jugé que 81 titres étaient convertibles sur les 156 titres soumis à son examen. Vingt titres forestiers ont été convertis en contrat de concession forestière à la fin de l'année 2011.

L'observation indépendante non mandatée réalisée par la société civile environnementale qui est à sa troisième édition (2012), se déroule également dans un contexte de gouvernance forestière caractérisé par la recrudescence regrettable de l'exploitation informelle et illégale du bois d'œuvre et la corruption généralisée³ qui en aggrave les conséquences. Dans le même temps, la RDC s'est engagée dans le processus de négociation de l'APV/FLEGT en vue de lutter contre ce fléau de l'exploitation illégale et du commerce du bois qui y est associé. De même, le Programme de Contrôle de la Production et de la Commercialisation des bois (PCPCB) lancé depuis 2010 et mis en œuvre par la Société Générale de Surveillance (SGS) et l'observation indépendante mandatée assurée par l'organisation britannique Ressources Extraction Monitoring (REM) se poursuivent avec des résultats mitigés.

La société civile environnementale entend contribuer à l'amélioration de ces initiatives en produisant le présent rapport du suivi indépendant qui se veut être une alerte parmi tant d'autres, mais aussi un cadre d'expression des attentes de la société civile pour l'amélioration de la gouvernance forestière en RDC. Les auteurs espèrent que les recommandations qui sont formulées feront l'objet d'une attention sérieuse par les destinataires et que des réponses adéquates seront apportées aux préoccupations soulevées.

La société civile environnementale reste disposée à discuter avec l'ensemble des parties prenantes pour faire avancer le secteur forestier Congolais vers plus de durabilité et d'équité.

Le rapport est structuré en quatre parties principales à savoir un résumé, une présentation des objectifs du suivi et de la méthodologie utilisée, l'analyse des résultats obtenus et la formulation de quelques recommandations en vue de l'amélioration de la gouvernance forestière en RD Congo.

3 Transparency International (TI), (2007). ; Système National d'Intégrité, Etude pays, République Démocratique du Congo, P10, 2007.

1. OBJECTIFS

1.1. Objectif général

L'objectif global du suivi forestier indépendant est de contribuer à l'amélioration de la gouvernance forestière en RD Congo grâce au monitoring par la société civile des engagements légaux des entreprises d'exploitation industrielle.

1.2. Objectifs spécifiques

Les principaux objectifs spécifiques du suivi sont les suivants :

- Collecter, analyser et diffuser des informations sur l'application de la réglementation forestière en général et sur les clauses sociales des cahiers de charge en particulier ;
- Suivre les impacts des réalisations sociales des entreprises forestières sur les conditions de vie des populations bénéficiaires ;
- Inciter et encourager les entreprises forestières à respecter leurs engagements sociaux ;
- Documenter et diffuser des informations sur l'exploitation forestière illégale ;
- Amener le gouvernement à prendre des mesures appropriées pour mettre fin à l'exploitation illégale du bois dans les concessions forestières et leurs environs.

2. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Le suivi forestier indépendant par les organisations de la société civile environnementale se fait en plusieurs étapes.

2.1. Identification et formation des observateurs

Les observateurs ont été choisis au sein d'une vingtaine d'organisations de la société civile partenaires du WWF, actives dans le secteur environnement et forêt, et ayant une expérience de travail dans les zones ciblées par le suivi indépendant. Ceux-ci ont par la suite suivi une formation sur les méthodes et techniques d'observation indépendante. La formation a fait appel à une expertise avérée dans le domaine provenant de la Direction de contrôle et Vérification Interne (DCVI) du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme (MECNET), du Groupe de Travail Forêt (GTF), et de Ressources Extractives Monitoring (REM), l'observateur indépendant mandaté. Au cours de la formation, la fiche de collecte des données a été révisée et les capacités des observateurs sur les techniques de collecte d'informations sur le terrain ont été renforcées.

2.2. Choix des sites à couvrir

L'observation indépendante non mandatée effectuée par les organisations de la société civile environnementale a eu le souci d'une certaine représentativité des sites à couvrir en fonction des objectifs visés. Aussi, le choix des sites d'observation a tenu compte de la couverture géographique et administrative ainsi que du statut du titre forestier à couvrir.

Autrement dit, les sites ont été choisis en fonction des critères suivants :

- Présence des titres convertibles et convertis et ceux invalidés par la Commission Interministérielle. Il faut noter que cette commission a validé 80 titres forestiers détenus par près de 26 entreprises forestières (voir tableau V) ;
- Accessibilité de la zone ciblée ;
- Disponibilité des informations sur l'exploitation illégale du bois dans la zone ciblée.

Au total, la mission d'observation indépendante en 2012 s'est déployée dans quatre provinces (Bas-Congo, Bandundu, Equateur et Province Orientale) et 27 territoires administratifs dont cinq dans le Bas-Congo (Tshela, Lukula, Seke-Banza, Boma et Moanda), six dans le Bandundu (Inongo, Kutu, Oshwe, Bolobo, Mushie et Kwamouth), dix dans l'Equateur (Lisala, Bumba, Ingende, Bolomba,

Bikoro, Befale, Bongandanga, Boende, Lukolela et Monkoto) et six dans la Province Orientale (Basoko, Mambasa, Isangi, Bafwasende, Ubundu et Banalia).

Un total de quatre-vingt-cinq (85) titres forestiers ont été visités, représentant près de 57% de l'ensemble des titres convertibles et non convertibles existant. Parmi ces titres visités, il faut distinguer les titres jugés convertibles (soit 40 titres représentant 50% des titres convertibles) et ceux qui ont été invalidés (soit 45 titres représentant près de 59% de titres non convertis). Les détails sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Liste des titres visités par rapport aux titres existants

	A	B		C		D	
N°	Province	Titres convertibles		Titres non-convertibles		Total des Titres visités / existants	
		Visités	Existants	Visités	Existants	Visités	Existants
1	Bas-Congo	4	4	11	12	15	16
2	Bandundu	5	18	13	17	18	35
3	Equateur	18	33	15	34	33	69
4	P. Orientale	13	24	6	6	19	30
5	Kasaï Oriental	0	1	0	5	0	6
Total des titres en RDC		40	80	45	76	85	156

2.3. Collecte des données sur le terrain

La collecte des données s'est faite en trois phases.

2.3.1. Revue documentaire

La revue documentaire a consisté à passer en revue l'essentiel des textes légaux et réglementaires devant guider l'observation forestière, ainsi que d'autres documents pertinents pouvant faciliter la collecte des données sur le terrain. Cette revue documentaire a constitué la base légale de référence pour les délégués des organisations partenaires du WWF pendant les ateliers à Kinshasa, puis avant la descente sur terrain. Sans être exhaustif, les documents ci-après ont été exploités :

- La loi n° 11/2002 du 29 août 2009 portant code forestier ;
- Le décret 05/116 du 24 octobre 2005 fixant les modalités de conversion des anciens titres forestiers en contrats de concession forestière ;

- Le décret 08/9 du 08 avril 2008 fixant la procédure d'attribution des contrats de concession forestière ;
- L'arrêté n°102 du 16 juin 2009 fixant les règles de contrôle forestier ;
- L'arrêté 028 du 07 août 2008 fixant le modèle d'accord de contrat d'exploitation des produits forestiers et de cahiers de charges y afférant ;
- L'arrêté n°23 du 10 juin 2010 fixant les modèles d'accord constituant la clause sociale du contrat de concession forestière ;
- Les rapports des missions de terrain effectués par les ONG partenaires en 2011 ;
- Les contrats de concessions forestières, les clauses sociales, et les plans de gestion des entreprises forestières ;
- Les rapports de l'observateur indépendant mandaté (OI FLEG) de 2010 à 2012 ;

- Les rapports de la mission de facilitation des négociations des clauses sociales des cahiers de charges des contrats de concessions forestières 2012 ;
- etc.

2.3.2. Interviews

Les interviews ont consisté essentiellement en la conduite d'entretiens et d'échanges avec les représentants des entreprises forestières à Kinshasa et dans les chantiers d'exploitation, avec des responsables de l'administration locale, avec des autorités coutumières et des membres des comités locaux de gestion (CLG) et de suivi (CLS). Ces interviews ont porté sur le fonctionnement des comités gestion, la gestion des contributions versées par les entreprises forestières pour la réalisation des infrastructures socio-économiques, les facilités de transport, les conflits entre les parties prenantes en rapport avec le partage des bénéfices issus de l'exploitation forestière, etc. Au total, près de 329

autorités politico-administratives, 75 autorités coutumières, 95 représentants des exploitants forestiers au niveau national et local ont ainsi été interviewés.

De plus, 321 personnes issues des ONG relais (ONG locales) ont été identifiées et formées sur les techniques de monitoring, sur l'arrêté 023 relatif au modèle d'accord constituant les clauses sociales du cahier des charges du contrat de concession forestière, sur le code forestier, sur le suivi de l'exécution des clauses sociales et sur le suivi de l'exploitation illégale du bois.

Les principaux thèmes du suivi forestier indépendant en 2012 couvraient entre autres domaines le statut de l'exploitation, l'aménagement forestier et la certification forestière, les bases vie des camps forestiers, les clauses sociales et les infrastructures socioéconomiques, la gestion et la prévention des conflits ainsi que l'exploitation illégale du bois d'œuvre.

2.3.3. Observations directes

Pour obtenir certaines informations concernant les accords sociaux des cahiers de charges, les observateurs de la société civile environnementale devaient visiter les villages riverains pour confirmer la réalisation des infrastructures et recueillir aussi bien les témoignages des communautés environnantes que ceux des autres bénéficiaires afin de s'assurer que les fonds de développement local sont alimentés régulièrement par les entreprises sur la base des déclarations trimestrielles. A titre illustratif, la visite dans un camp de travailleurs devait permettre de déterminer s'il existe une base vie, un point d'eau ou encore un dispensaire réellement approvisionné en médicaments.

2.4. Analyse des données et production du rapport

L'analyse des données s'est effectuée en plusieurs étapes :

- lecture des rapports de mission des observateurs des ONG partenaires ;
- compilation des fiches de monitoring à partir d'une matrice élaborée par le consultant ;
- production d'une synthèse des résultats validés au cours d'un atelier organisé à cet effet ;
- et enfin, la production de la première version du rapport.
- Cette analyse s'est faite selon un système qui consistait à attribuer les scores suivants à chaque thématique étudiée:
- 0 = négatif ou encore « n'existe pas » et donc zéro point.

- 1 = positif ou encore « existe » et donc un point.
- 0,5 = en cours de réalisation.

Les points de chaque indicateur sont liés au titre concerné et à la période de collecte des informations correspondantes. A titre d'exemple, 40 titres convertibles représentent 40 points par indicateur. Les 40 points constituent 100%. Si un indicateur tel que « existence d'un plan de gestion validé » obtient 1 point pour chaque titre, cela signifie en d'autres termes, que la concession a un plan validé. Dans ce cas par exemple, le taux de réalisation de cet indicateur est de 100%.

3. ANALYSE DES RÉSULTATS

3.1. Les titres non convertis livrés au pillage des exploitants artisanaux véreux

Pendant la revue légale des titres forestiers en 2008, la commission interministérielle avait jugé non convertibles et donc invalidés 76 titres forestiers. Au cours de l'exercice 2012, la mission de suivi forestier indépendant a visité 45 de ces titres invalidés.

Il en ressort que 57,5% de ces titres visités soit environs 25 titres sur 45 abritent des exploitants qui y opèrent avec des permis de coupe artisanaux délivrés parfois par des autorités non compétentes en la matière (Ministre l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, Ministre provincial en charge de l'environnement, Coordination provinciale de l'environnement, etc.).

Les détenteurs d'environ 81% des titres invalidés visités ont été informés de la résiliation de leur contrat. Plus de la moitié de ces titres sont entourés de concessions actives qui ne sont pas toujours à l'abri d'une exploitation informelle par les exploitants artisanaux.

Cependant, aucune présence de l'exploitation forestière industrielle n'a été signalée dans les sites

des titres forestiers non convertibles visités. Ils restent tout de même sous la menace des exploitants illégaux dits « semi-industriels⁴ ».

3.2. Interminable processus de conversion des anciens titres forestiers

Sur 80 titres forestiers jugés convertibles, 47 soit 58,7 % ont été convertis en contrats de concession

forestière terminant leur processus de conversion. 40 titres jugés convertibles ont été visités au cours de cette mission de suivi indépendant. Ils représentent une superficie totale de 5 752 660 ha ou 6 564 738 ha selon que l'on se réfère aux informations de l'administration forestière ou aux données des systèmes d'information géographiques (SIG)⁵ et sont contrôlés par une vingtaine d'entreprises industrielles.

Tableau 2 : Liste des sociétés forestières et origine des capitaux

N°	A Nom de la Société	B Nbre de titres	C % total	D Superficie SIG (ha)	E % total	F Groupe	G Nationalité
	APC TEMVO	1	1,25	24.617	0,18		Congolaise
	BAKRI (EX SOEXFORCO)	1	1,25	195.564	1,46		Libanaise
	BEGO CONGO	1	1,25	37.942	0,28		Franco - italienne
	CFT/ CAB	5	6,25	1.166.688	8,72	NST	Franco- libanaise
	COMPAGNIE DES BOIS	1	1,25	148.081	1,11		Congolaise
	COTREFOR (TRANSM)	3	3,75	757.455	5,66	Congo Futur	Franco- libanaise
	ENRA	2	2,5	99.551	0,74		Congolaise
	FORABOLA	6	7,5	822.755	6,15		Portugaise
	ITB	4	5	663.105	4,96		Libanaise
	LA FORESTIERE	3	3,75	407.775	3,05		Italienne
	LA FORESTIERE DU LAC	1	1,25	185.171	1,38		
	MAISON NBK	2	2,5	93.655	0,70		Congolaise
	MEGA BOIS	1	1,5	135.462	1,01		Franco - belge
	MOTEMA	2	2,5	387.643	2,90		Congolaise
	ONATRA	1	1,5	121.214	0,91		Congolaise
	SAFBOIS	2	2,5	316.687	2,37	BLATNER	Américaine
	SAFO	1	1,25	329.022	2,46		Américaine
	SCIBOIS	1	1,25	234.862	1,76		Chinoise
	SEDAF	3	3,75	672.169	5,03	BLATNER	Américaine
	SEFOCO	2	2,5	658.371	4,92		Belge
	SICOBOIS	3	3,75	384.307	2,87		Française
	SIFORCO	9	11,25	2.088.570	15,62	BLATNER	Américaine
	SODEFOR	16	20	3.243.176	24,25	NST	Portugais
	SOFORMA	7	8,75	1.432.098	1,07	NST	Portugais
	RIBA CONGO	1	1,25	37.367	0,28		Portugais
	TALA TINA	1	1,25	42.554	0,32		Congolais
		80	199	14.941.935	100		

⁴ Les exploitants forestiers "semis - industriels" n'existent pas en droit congolais. Cependant dans la pratique, on observe des entreprises titulaires des permis artisanaux obtenus de façon illégale et qui utilisent des engins lourds dans leurs opérations en violation de la réglementation en vigueur.

⁵ Les données SIG sont celles produites par la Direction des Inventaires et Aménagements Forestiers avec le concours de WRI (voir atlas interactif du domaine forestier de la République Démocratique du Congo au 31 Juillet 2011).

Le tableau 2 ci-dessus indique que quatre entreprises contrôlent plus de la moitié des superficies légalement ouvertes à l'exploitation forestière industrielle en RD Congo. Les entreprises à capitaux congolais quant à elles contrôlent 6% des superficies légalement ouvertes à l'exploitation forestière industrielle. Les capitaux d'origine portugaise à travers quatre entreprises contrôlent plus de 37% de superficies des titres forestiers soit 5.535.396 ha, suivis des capitaux d'origine américaine qui contrôlent 25.48% des superficies forestières ouvertes à l'exploitation forestière industrielle. Les entreprises d'origine libanaise et franco-libanaise contrôlent 18.87% soit 2 820 754 ha.

Moins de la moitié des titres convertibles visités, soit 45% sont en cours d'exploitation. Les autres titres, bien qu'ayant été validés par la CIM sont encore non exploités pour de multiples raisons dont la plus importante serait la crise financière de 2008.

3.2.1. Des titres forestiers en attente de conversion

Nous avons souligné précédemment que la CIM a jugé que 80 titres forestiers étaient convertibles en contrats de concession forestière. Le tableau ci-dessous indique la situation des différents titres visités dans le cadre du suivi forestier indépendant en 2012.

Tableau 3 : Situation de la conversion des titres forestiers

N°	NOM DE LA CONCESSION	ANCIEN TITRES	CLAUSES SOCIALES	PG VALIDÉS	N CONTRAT	OBSERVATIONS
1.	APC NTEMVO	07/87	0	0		
2.	BEGO CONGO	021/05	2	0	022/11	NON PUBLIÉ
3.	CFT	036/04	1	0	046/11	PUBLIE
4.	CONTREFOR	035/05	0	0	0	
5.	CONTREFOR	033/05	1	1	018/11	
6.	CB	018/095	2	0	021/11	
7.	ENRA	006/92	1	0	019/11	PUBLIE
8.	ENRA	020/05	0	0	0	
9.	FOLAC	24/05	0	1	048/12	PUBLIE
10.	FORABOLA	011/03	2	0	042/11	NON PUBLIE
11.	FORABOLA	005/05	0	0	0	
12.	FORABOLA	006/05	0	0	0	
13.	FORABOLA	009/05	0	0	0	
14.	ITB	001/04	1	1	013/11	PUBLIE
15.	ITB	030/05	1	1	012/11	PUBLIE
16.	ITB	002/01	1	1	006/11	NON PUBLIE
17.	LA FORESTIERE	003/92	2	0	001/11	PUBLIE
18.	LA FORETIERE	02/93	2	0	003/11	PUBLIE
19.	MEGABOIS	088/03	2	0	017/11	NON PUBLIE
20.	MOTEMA	0037/03	2	0	025/11	NON PUBLIE
21.	NBK SERVICE	041/05	0	0	0	
22.	RIBA CONGO	046/04	0	0	0	
24.	SAFO	001/95	2	0	010/11	
25.	SAFBOIS	034/04	2	0	007/11	NON PUBLIE
26.	SAFBOIS	091/03	2	0	008/11	NON PUBLIE
27.	SEFOCO	008/93	2	0	023/11	NON PUBLIE
28.	SCIBOIS	093/03	1	1	020/11	PUBLIE
29.	SICO BOIS	032/04	2	1	033/11	NON PUBLIE
30.	SICO BOIS	042/04	1	1	014/11	PUBLIE
31.	SOEXFORCO	045/04	1	1	004/11	PUBLIE
32.	SODEFOR	023/03	2	0	036/11	NON PUBLIE
33.	SOFORMA	005/03	1	0	015/11	PUBLIE
34.	SOFORMA	033/03	1	0	044/11	PUBLIE
35.	TALA TINA	003/04	0	0	0	
36.	CFT	013/03	0	0	0	
37.	FORABOLA	009/03	0	0	0	
38.	ITB	030/05	1	1	012/11	PUBLIE
39.	MOTEMA	036/03	1	0	0	
40.	COTREFOR	034/05	1	1	009/11	PUBLIE

Sur 40 titres forestiers convertibles visités au cours de la mission d'observation indépendante en 2012, un contrat de concession forestière et des clauses sociales y associées ont été signés pour 27 d'entre eux. Mais seuls 11 plans de gestion ont été validés à cette date⁶.

Il est à noter également que la situation présentée par la Direction des Inventaires et Aménagement Forestiers (DIAF) indique que 48 titres sur 80 jugés convertibles ont effectivement été convertis en contrats de concession forestière⁷.

3.2.2. Aménagement forestier à pas d'escargot

Le suivi indépendant a observé qu'à ce jour aucun plan d'aménagement n'a encore été approuvé par l'administration forestière. Les observateurs n'ont

pas eu connaissance des plans d'aménagement qui auraient été rédigés par les entreprises et déposés pour approbation auprès de l'administration forestière. Sur les 40 titres visités, on note la présence d'un aménagiste dans 16 titres. Il est à noter également que 10 études de biodiversité ont été réalisées et que dans trois titres, des études de biodiversité sont en cours de réalisation. En ce qui concerne les travaux d'inventaire, ils sont initiés dans 51,4% des titres visités. Les études socio-économiques quant à elles sont réalisées ou en cours de réalisation dans 32,8 % des cas comme l'indique le tableau 4 ci-dessous.

⁶ Informations retenues après confrontation avec les informations publiées par la Direction d'Inventaire et d'Aménagement Forestier (DIAF) du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme (MECNT), sur la situation actuelle des concessions convertibles, 2012.

⁷ Direction des Inventaires et Aménagement Forestier DIAF

Tableau 4 : Etat d'avancement de l'aménagement

	A	B	C	D	E	F	G
N°	Société	Ancien titre	Contrat de concession	Plan de gestion déposé	existence aménagiste	Plan de gestion validé	étude biodiversité réalisée
1	APC/TEMVO	007/87		0	0	Non	0
2	BEGO CONGO	021/05	022/11	0	0	Non	0
3	CFT	036/04	046/11	0	0	Non	0
4	CFT	013/03		0	0	Non	0
5	COMPAGNIE DES BOIS	018/95	021/11	1	0	Oui	0
6	ENRA	006/92	019/11	1	1	Non	1
7	ENRA	020/05		0	0		0
8	FORABOLA	005/05		0	0		1
9	FORABOLA	006/05		0	0		1
10	FORABOLA	011/03	042/11	1	0,5	Oui	1
11	FORABOLA	009/03		0	0		0
12	FORABOLA	009/05		0	0		1
13	ITB	001/04	013/11	1	0		0
14	ITB	002/01	005/11	1	1	Oui	1
15	ITB	002/04		0	0		0
16	ITB	030/05		1	1	Oui	1
17	LA FORESTIERE	002/93		0	0		0
18	LA FORESTIERE	002/92		1	0	Oui	0
19	LA FORESTIERE	003/92		1	0	Oui	0
20	LA FORESTIERE DU LAC	024/05		1	1		1
21	MAISON NBK SERVICE	041/05		1	1	Oui	0
22	MEGA BOIS	088/03		1	1		0
23	MOTEMA	036/03		0	0		0
24	MOTEMA	037/03		0	0		0
25	RIBA CONGO	046/04		0	0		0
26	SAFBOIS	07/011		1	1		0
27	SAFBOIS	08/011		1	1		0
28	SAFO	001/95		0	1		0,5
29	SCIBOIS	093/03		1	1	Oui	0
30	SEFOCO	008/93		0	1		0
31	SICOBOIS	014/011		1	1	Oui	0
32	SICOBOIS	033/011		1	0	Oui	0
33	SODEFOR	036/011		1	1	Oui	0,5
34	SOEXFORCO	045/04		1	1	Oui	1
35	SOFORMA	033/03		0	1		0,5
36	SOFORMA	005/03		1	1	Oui	1
37	TALA TINA	003/04		1	0		0
38	COTREFOR	035/05		0	0		0
39	COTREFOR	034/05		1	0	Oui	0
40	COTREFOR	033/05		1	0,5	Oui	0,5

Source : Direction de l'inventaire et aménagement forestier, Ministère de l'Environnement Conservation de la Nature et Tourisme, 2012 (0= non réalisé ; 0,5= en cours de réalisation ; 1=réalisé)

QUELQUES CAS D'EXPLOITATION ILLÉGALE SIGNALÉS

- A Lukola Centre, des individus identifiés exploitent sans permis ni autorisation ;
- Dans le village Lyongo à Boende ; il est signalé l'exploitation illicite du bois par des personnes connues et identifiables ;
- A Inongo dans les anciens titres de BIMPE agro I et II, SOMI Congo et Parc Afrique, des particuliers exploitent la forêt sans permis et se targuent d'être des ayant-droits ;
- Autour de la réserve de Luki dans le Bas-Congo, des particuliers exploitent, transforment et exportent impunément le bois vers l'Angola et le Congo Brazzaville en dépit de l'existence d'un moratoire sur l'exploitation illégale du bois en vigueur dans la province depuis 2007.
- Dans le territoire de Bolomba des cas d'exploitation illégale sont signalés dans le groupement Lingoy et Bonianga précisément dans les villages Bamania et Tomba.
- Dans le village Boulama à Ingende au, des particuliers exploitent le bois visiblement sans autorisation ;
- A Befale, la concession de COTREFOR 034/05 fait l'objet d'une exploitation illégale par des exploitants artisanaux non identifiés ;

En l'absence de plans d'aménagement, les entreprises dont les titres ont été jugés convertibles exploitent les forêts sur la base des plans de gestion. Et même sur les 40 titres visités au cours de la mission, des plans de gestion ont été déposés auprès de l'administration forestière (55% des cas) pour 22 de ces titres dont 15 (37,5%) étaient validés par l'administration forestière au moment de la mission.

4.2.3. Des titres convertibles pas à l'abri de l'exploitation illégale

La mission a observé la présence illégale des exploitants artisanaux sporadiques dans les concessions actives. 23 titres sur 40 concessions convertibles visités, soit 57,5% abritent des exploitants illégaux en leur sein. De plus, on retrouve près de 95% des exploitants informels dans la périphérie des concessions actives.

Dans le territoire de Bolobo, District des Plateaux par exemple, beaucoup d'exploitants « semi-industriels » se sont déguisés en artisanaux et utilisent des engins lourds. A Kwamouth TERCO exploite dans les concessions de RIBA-Congo et de TALA TINA de manière irrégulière. La même situation prévaut dans la province de l'Equateur précisément à Kalamba où Ledyia exploiterait illégalement dans la concession ITB.

La mission a identifié quelques exploitants forestiers qui seraient d'origine chinoise et qui utilisent des engins lourds à Dianga à 180km de Bolomba dans la province de l'Equateur. La même situation est observée autour des concessions CB et ITB dans le territoire d'Oshwe. A Mbomo, Afroxyl exploite avec un permis dont le numéro n'est pas connu de l'administration forestière.

4.2.4. Les clauses sociales et la réalisation des infrastructures socio-économiques : des réalisations de plus en plus visibles

Les clauses sociales des cahiers de charges connaissent effectivement un début d'opérationnalisation, en dépit de

quelques difficultés de mise en œuvre.

Il a été observé que les entreprises forestières recrutent de plus en plus de responsables sociaux chargés de faciliter le dialogue avec les communautés locales et autres acteurs sociaux.

Dans 75% des titres convertibles visités, soit 30, des comités locaux de gestion et de suivi ont déjà été mis en place. Le monitoring fait ressortir que, grâce au travail des ONG et de leurs partenaires, 31 comités locaux de gestion (CLG) et 30 comités locaux de suivi (CLS) ont été installés.

Cependant, le fonctionnement de ces structures communautaires pose problème à cause du faible niveau d'instruction de leurs membres, associé aux faibles capacités de gestion des fonds alloués à la réalisation des infrastructures socio-économiques. Dans la plupart des cas, les fonds sont détournés et les matériels volés par les membres. Selon les témoignages recueillis sur terrain, dans une concession de SICOBOIS dans la province de l'Equateur, il a été constaté la surfacturation des ouvrages et le détournement du fonds de développement local par les membres du comité local de gestion. L'affaire a été transmise aux autorités judiciaires compétentes de la province. Un chef de groupement a aussi été accusé du détournement de 900\$ alors qu'il était chargé d'acheter le matériel nécessaire aux travaux de construction des infrastructures communautaires.

LES CLAUSES SOCIALES

La clause sociale des cahiers de charges des concessions forestière est une innovation du nouveau régime forestier Congolais qui vise une redistribution au niveau des communautés locales des retombées de l'exploitation forestière industrielle. Elle constitue avec les plans de gestion les documents nécessaires à la signature d'un contrat de concession forestière dans le processus de conversion des anciens titres forestiers.

Les clauses sociales définissent les obligations sociales du concessionnaire forestier envers les communautés locales et/ou peuples autochtones, après négociations avec ces dernières. Il s'agit notamment de la réalisation d'infrastructures socioéconomiques conformément à un calendrier établi de commun accord entre les parties.

Les types d'infrastructures à réaliser sont énoncés à titre indicatif par les dispositions de l'article 89 du code forestier alinéa 3 point C en ces termes : la construction et l'aménagement des routes; la réfection, et l'équipement des installations hospitalières et scolaires ; les facilités en matière de transport des personnes et des biens.

Conformément aux textes réglementaires en matière des clauses sociales en République Démocratique du Congo, ces accords sont financés sur base du versement d'une ristourne de deux à cinq dollars américains par mètre cube de bois d'œuvre prélevé dans la concession forestière pour alimenter le Fonds Local de Développement (FDL). Le fonds ainsi constitué est géré et suivi par deux organes distincts à savoir: le Comité Local de Gestion (CLG) organe composé d'un délégué du concessionnaire forestier, de cinq représentants des communautés locales/peuples autochtones et d'un délégué de la société civile en qualité d'observateur. Il est chargé de la réalisation des infrastructures socio- économique en faveur de la population. Par ailleurs le Comité Local de Suivi est chargé du suivi et de l'évaluation des engagements pris entre le concessionnaire forestier et les communautés locales et peuples autochtones. Il est composé de l'administrateur du territoire, d'un représentant du concessionnaire et de trois représentants de la communauté locale et des peuples autochtones.

4.2.5. Faible implication des peuples autochtones

Le tableau ci-dessous indique que, sur les 40 titres convertibles visités, les peuples autochtones sont présents dans 14 cas. Toutefois ils ont participé aux négociations des clauses sociales seulement pour

10 titres. Leur présence au sein des comités locaux de gestion et de suivi n'a pas été signalée. Il n'est dès lors pas non plus surprenant que leurs terroirs ne soient délimités dans aucun des titres où leur présence est signalée.

Tableau 5 : Peuples autochtones

N°	A Société	B Titre	D Existence des PA riverains dans les concessions visitées	E Terroir PA délimité ou cartographier	F Participation des PA a les signatures des clauses sociales	H Droits d'usage des CL et PA
1	APC/TEMVO	007/87	0	0	0	0
2	BEGO CONGO	021/05	0	0	0	1
3	CFT	036/04	0	0	0	0
4	CFT	013/03	1	0	0	0
5	COMPAGNIE DES BOIS	018/95	0	0	0	1
6	ENRA	006/92	1	0	1	1
7	ENRA	020/05	1	0	1	1
8	FORABOLA	005/05	0	0	0	1
9	FORABOLA	006/05	0	0	0	1
10	FORABOLA	011/03	0	0	0	1
11	FORABOLA	009/03	0	0	0	0
12	FORABOLA	009/05	0	0	0	1
13	ITB	013/011	1	0	1	1
14	ITB	005/11	1	0	1	1
15	ITB	002/04	0	0	0	1
16	ITB	030/05	1	0	1	1
17	LA FORESTIERE	002/93	0	0	0	1
18	LA FORESTIERE	002/92	0	0	0	0
19	LA FORESTIERE	003/92	0	0	0	0
20	LA FORESTIERE DU LAC	024/05	1	0	0	1
21	MAISON NBK SERVICE	041/05	0	0	0	0
22	MEGA BOIS	088/03	1	0	1	1
23	MOTEMA	036/03	1	0	1	1
24	MOTEMA	037/03	1	0	1	1
25	RIBA CONGO	046/04	0	0	0	1
26	SAFBOIS	07/011	0	0	0	1
27	SAFBOIS	08/011	0	0	0	1
28	SAFO	001/95	0	0	0	1
29	SCIBOIS	093/03	0	0	0	1
30	SEFOCO	008/93	1	0	1	1
31	SICOBOIS	014/011	0	0	0	1
32	SICOBOIS	033/011	0	0	0	1
33	SODEFOR	036/011	0	0	0	1
34	SOEXFORCO	045/04	1	1	0	1
35	SOFORMA	033/03	1	0	1	1
36	SOFORMA	005/03	0	0	0	1
37	TALA TINA	003/04	0	0	0	1
38	COTREFOR	35/05	0	0	0	1
39	COTREFOR	034/05	1	0	0	1
40	COTREFOR	033/05	0	0	0	0

Il faut tout de même souligner, ce qui est à féliciter, que les droits d'usage des communautés locales et des peuples autochtones sont reconnus et respectés dans la plupart des titres convertibles visités (80% des cas). En effet les communautés consultées n'ont pas fait état d'éventuelles entraves à l'exercice de leurs droits d'usage.

4.2.6. Les travailleurs forestiers vivent dans des conditions précaires

La mission a observé que les travailleurs forestiers vivent dans une relative précarité. Sur les 40 titres visités, 21, soit 52,5% disposent de camps

de travailleurs construits en matériaux durables. Seuls 35% des titres visités disposent d'une source d'approvisionnement en eau potable pour les travailleurs, 42,5% d'une école et 50% d'un centre de santé. Toutefois la qualité de ces infrastructures laisse à désirer. Pour ce qui est de l'existence des cantines d'approvisionnement des travailleurs et des populations locales en denrées de première nécessité dans des concessions forestières, seulement 13 (32,5%) en disposent qui sont achalandées. Il se pose cependant le problème de l'approvisionnement régulier de ces cantines. 4 titres sur les 40 titres (10%) visités sont régulièrement approvisionnés en produits de première nécessité.

Tableau 6 : Condition de vie dans les bases vie (camps des travailleurs)

N°	A Société	B Titre	D Camp des travailleurs construits en matériaux durable	E Point d'eau	F Existence d'école	G Cantine / magasin	H Centre de santé ou dispensaire
1	APC/TEMVO	007/87	1	1	1	1	1
2	BEGO CONGO	021/05	0	0	0	0	1
3	CFT	036/04	0	0	0	0	0
4	CFT	013/03	0	0	0	0	0
5	COMPAGNIE DES BOIS	018/95	1	0	1	0	1
6	ENRA	006/92	1	0	1	0	0
7	ENRA	020/05	0	0	0	0	0
8	FORABOLA	005/05	1	1	1	1	1
9	FORABOLA	006/05	1	1	1	1	0
10	FORABOLA	011/03	1	1	1	1	1
11	FORABOLA	009/03	0	0	0	0	0
12	FORABOLA	009/05	1	1	1	1	0
13	ITB	013/011	1	1	0	0	0
14	ITB	005/11	1	1	1	1	1
15	ITB	002/04	0	0	0	0	0
16	ITB	030/05	1	1	1	1	1
17	LA FORESTIERE	002/93	0	0	0	0	0
18	LA FORESTIERE	002/92	0	0	0	0	0
19	LA FORESTIERE	003/92	0	0	0	0	0
20	LA FORESTIERE DU LAC	024/05	1	1	1	1	1
21	MAISON NBK SERVICE	041/05	0	0	0	0	1
22	MEGA BOIS	088/03	1	0	1	1	1
23	MOTEMA	036/03	0	0	0	0	0
24	MOTEMA	037/03	0	0	0	0	0
25	RIBA CONGO	046/04	1	0	0	1	1
26	SAFBOIS	07/011	1	1	1	0	1
27	SAFBOIS	08/011	1	0	0	1	1
28	SAFO	001/95	1	1	0	0	0
29	SCIBOIS	093/03	0	0	0	0	0
30	SEFOCO	008/93	1	0	1	0	1
31	SICOBOIS	014/011	0	0	0	0	0
32	SICOBOIS	033/011	1	0	0	0	0
33	SODEFOR	036/011	0	0	0	0	0
34	SOEXFORCO	045/04	0	1	1	0	1
35	SOFORMA	033/03	0	0	0	0	0
36	SOFORMA	005/03	1	0	1	1	1
37	TALA TINA	003/04	0	0	0	0	1
38	COTREFOR	35/05	0	0	0	0	1
39	COTREFOR	034/05	1	1	1	1	1
40	CONTREFOR	033/05	1	1	1	1	1

4.2.7. Persistance des conflits sociaux

Plusieurs types de conflits ont été identifiés au cours de la mission :

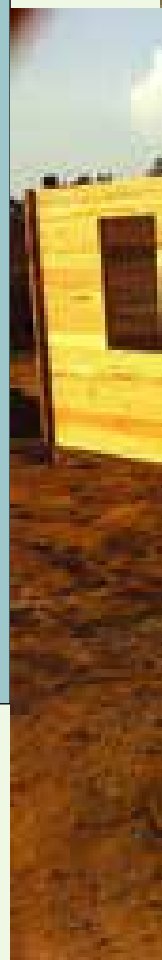
- Des conflits entre les entreprises forestières et les communautés locales et peuples autochtones ;
- Des conflits de limites entre les communautés elles-mêmes ;
- Des conflits entre exploitants industriels et artisanaux ou dit semi industriels⁸.

Il a été observé que 11 titres sur les 40 visités, soit 27,5%, possèdent des cadres de règlement des conflits, mais qui restent peu connus des parties prenantes

QUELQUES CAS DE CONFLIT

- Conflit entre ITB (titre 013/011) et LEDYA à Kalamba suite à l'exploitation du bois par Ledyà et ses partenaires dans la concession d'ITB ;
- Conflit foncier entre CFE et SICOBOIS à Lisala ;
- Conflit entre l'entrepreneur Libota Bomoyi et le CLG Mondunga à Lisala ;
- Conflit entre des exploitants et des chefs coutumiers dont leurs membres de familles n'ont pas été engagés par la COTREFOR, (titre 034/05 ex-TRANSM) à Befale ;
- Conflit entre l'exploitant et les CLG/ CLS ;
- Conflit de limite entre les Groupements Bwela et Bokutu à Lisala ;
- Conflit de limite opposant les deux groupements Iyembe et Tomba-Nzale (déclaré suite à l'exploitation forestière par FOLAC - titre 024/05) à Inongo ;
- Conflit entre le CL d'Iyembe et Badia (latent) suite à l'évolution lente des réalisations des infrastructures à Inongo ;
- L'exploitation se fait dans le territoire de Bafwasende (Babali) et non à Banalia (Bamanga) ni à Lubuya Bera – Kisangani. COTREFOR accuse La Forestière d'avoir changé ses limites ;
- Conflit à Lukolela entre CLS/ CLG et l'exploitant SCICOBOIS qui n'a pas versé au CLG l'acompte de 10% prévu dans la réglementation ;
- Conflits intercommunautaires entre les Babali, les Bamangas et les Dombis sur la gestion de la Forêt exploitée par la COTREFOR (titre 033/05) qui accuse la Forestière d'avoir changé ses limites à Bafwasende ;
- Conflit de limite entre le CL de Bongunga III et Banda Yowa autour de la concession COTREFOR 035/05 à Bumba ;
- Conflit entre l'exploitant MEGABOIS (titre 088/03) et le CLG à cause de la mauvaise gestion du CLG, (mauvaise affectation de fonds de plus ou moins 700,000FC à Bolomba.

⁸ Cette dernière catégorie n'existe pas en droit congolais. Dans la réalité cependant on observe des entreprises qui sont titulaires des permis artisanaux mais qui utilisent des engins lourds dans leurs opérations en violation de la loi. C'est eux qui sont considérés comme semi industriels.





Entretien avec les communautés



Maison travailleurs en construction au Bandundu

CONCLUSION & RECOMMANDATIONS



Le rapport de suivi forestier indépendant, fruit de la collaboration entre WWF-RDC et des organisations de la société civile environnementale nationale est à sa troisième édition. Pour l'année 2012, il a été mis un accent particulier sur les clauses sociales et sur le processus de conversion des titres forestiers et en particulier sur le processus d'aménagement tel que régi par le code forestier. L'exploitation forestière illégale a été également au centre des préoccupations du présent rapport.

L'observation s'est beaucoup plus portée sur la situation des titres forestiers que sur celle des entreprises qui les détiennent. Aussi, a-t-il été très difficile de faire des comparaisons entre les différentes entreprises opérant dans le secteur forestier en RDC.

Les enquêtes réalisées par les observateurs de la société civile ont révélé en effet que le processus de conversion des titres est en panne. De nombreux titres ont été jugés convertibles mais très peu sont opérationnels. Ceux qui n'ont pas été jugés convertibles sont livrés au pillage par des exploitants artisanaux véreux dont certains utilisent les moyens de l'exploitation industrielle et sont affublés de la qualité illégale d'exploitants semi-industriels.

Les actions du gouvernement pour juguler ces fléaux, lorsqu'elles existent restent très peu perceptibles sur le terrain pour ne pas dire inexistantes ou du moins sans effets apparents. Les dénonciations de la société civile ne sont pas toujours prises en compte et donnent l'impression de se heurter à une impunité totale qui pourrait être interprétée comme une complicité plus ou moins active de l'administration forestière.

Le chemin de l'aménagement forestier est encore très long. Les investigations de la société civile indiquent qu'aucun plan d'aménagement n'est encore déposé au moment de la production du présent rapport. Quelques travaux préliminaires sont menés au niveau de quelques titres convertis, notamment les études socioéconomiques et les études de biodiversité. Aucun inventaire d'aménagement n'est visiblement planifié, ce qui fait croire que les perspectives de l'aménagement forestier restent incertaines.

Les titres jugés convertibles ne sont pas épargnés par l'exploitation illégale, notamment par des exploitants artisanaux. De nombreux cas ont été relevés au cours de la mission de suivi indépendant.

Eu égard à tout ce qui précède, les recommandations ci-après sont formulées à l'endroit des divers acteurs du secteur forestier congolais :

- La lutte contre l'exploitation illégale du bois est vouée à l'échec si l'administration forestière ne fait pas preuve de plus de volonté politique et ne s'implique davantage dans son rôle officiel de gardien du respect de la législation forestière. Cette volonté politique devra se traduire par des contrôles forestiers réguliers et par des sanctions exemplaires infligées aux contrevenants à la réglementation forestière. L'administration forestière doit donner l'exemple en respectant elle-même toutes les dispositions de la loi, notamment celles relatives à l'octroi des autorisations et des permis de coupe ;
- L'APV entre la RD Congo et l'Union européenne constitue un bon moyen de réconcilier les acteurs autour de la définition de l'illégalité en matière forestière et des réformes nécessaires pour améliorer la gouvernance du secteur forestier en RDC. Il est nécessaire que le processus de négociation soit accéléré ;
- Le pouvoir judiciaire mérite d'être renforcé pour s'impliquer davantage dans la répression de la criminalité forestière ;
- Les résultats du processus de conversion des titres doivent être évalués afin de s'assurer que les entreprises dont les titres ont été convertis ont les capacités techniques et financières pour exploiter les forêts qui leur ont été concédées et honorer leurs engagements sociaux vis-à-vis des communautés locales ;
- Les comités locaux de gestion et de suivi ont besoin d'être renforcés pour être à la hauteur des tâches qui leur sont dévolues en termes de gestion et de suivi du fonds de développement local ;
- Les textes d'application sur les forêts des communautés locales doivent être signés pour permettre aux exploitants artisanaux d'exercer leurs activités en toute légalité, mais aussi et surtout pour permettre aux communautés locales et aux peuples autochtones de s'impliquer davantage dans la gestion durable des ressources forestières du pays.

VPA/FLEGT

Le FLEGT (Forest Law and Governance and Trade /Application des réglementations forestières, Gouvernance et Échanges commerciaux) est une initiative de l'Union Européenne lancée en 2002 pour faire face à l'exploitation illégale des forêts et du commerce des produits du bois. Le processus devrait aboutir à la signature d'un accord de partenariat volontaire entre les pays producteurs et l'Union Européenne, en vue de s'assurer que l'exportation du bois sur le marché européen est réputée légale. Des accords commerciaux bilatéraux, juridiquement contraignants entre les pays producteurs de bois (Pays partenaires FLEGT) et l'Union européenne, connus principalement sous l'acronyme Accords de partenariat Volontaire (APV) ont été signés par un certain nombre de pays dont le Ghana (2008), la République du Congo (2009), le Cameroun (2010), la République centrafricaine (2010), l'Indonésie (2011) et le Libéria (2011). Ces accords couvrent une zone forestière d'environ 168 millions d'hectares. Ces APV définissent les engagements et les actions des deux parties en matière de lutte contre l'exploitation illégales du bois (FERN, amélioration de la Gouvernance forestière, 2013).

Des négociations officielles d'APV sont en cours au Gabon, en Guyane, au Honduras, en Malaisie, en République démocratique du Congo (RDC) et au Vietnam, et sont censées commencer bientôt en Côte d'Ivoire et au Laos.

Pour le cas précis de la République Démocratique du Congo, le gouvernement s'est engagé depuis mai 2010, mais les négociations sont au point mort. Cependant de 2010 à 2012, une commission technique en charge des négociations a été mise en place et a élaboré une grille de légalité que WWF-RDC a décidé de tester sur le terrain afin d'en évaluer la faisabilité et enrichir les discussions.



Piste forestière au Bandundu



ANN

EXES



ANNEXE 1

Liste des ONG ayant participé à la mission de suivi indépendant

	A	B	C	D	E
N°	Nom	Statut sociale	Date de création	Siege	Province d'intervention
1	Action Commune pour la Biodiversité (ACB)	ONG	2008	Kinshasa	Equateur
2	Action Evangélique et Humanitaire pour le Développement (AEHD)	ONG	2006	Kinshasa	Bandundu
3	Action Massive Rurale (AMAR)	ONG	1997	Bas Congo	Bandundu
4	Action pour la Défense des droits des peuples de la forêt et de l'Environnement (ADPE)	ONG	2000	Kinshasa	Province Orientale
5	Avocats Africains pour la Défense de la Biodiversité (AVOCATS VERTS)	ONG	2000	Kinshasa	Province Orientale
6	Coalition des Associations Pygmées d'Ingende (CAPID)	ONG	2005	Kinshasa	Equateur
7	Centre d'Information pour le Développement des Batwa (CIDB)	ONG	2002	Kinshasa	Equateur
8	Dynamique pour le Développement des Fermiers de Kipwita (DDFK)	ONG		Kinshasa	Equateur
9	Femmes et Environnement (F&E)	ONG	1998	Kinshasa	Bas Congo
10	The Great Apes of Congo Center (GACC)	ONG	1995	Kinshasa	
11	Groupe d'Action pour la Protection de l'Environnement (GAPE)	ONG	2004	Kinshasa	Province Orientale
12	Groupe de Travail Forêts (GTF)	ONG	2002	Kinshasa	Province Orientale
13	Initiative pour la Gestion de l'Environnement (IGED)	ONG	2010	Kinshasa	Province Orientale
14	Initiative locale pour le Développement Intégré (ILDI)	ONG	1999	Kinshasa	Equateur
15	Organisation Concertée des Ecologistes et Amis de la Nature (OCEAN)	ONG	1994	Kinshasa	Kinshasa
16	Paysans -Artisans de Bongandanga (PABO)	ONG	1993	Kinshasa	Equateur
17	Réseau des Populations Autochtones et Locales pour la Gestion durable des Ecosystèmes Forestiers (REPALEF)	ONG	2010	Kinshasa	Equateur
18	Union pour le Développement des Minorités Ekonda (UDME)	ONG	1989	Kinshasa	Equateur
19	Union pour l'Emancipation de la Femme Autochtone (UEFA)	ONG	1998	Equateur	Bas Congo
20	NTOMBOKOLO	ONG	2005	Kinshasa	Equateur
21	THALITHA KOUMI	ONG	2002	Kinshasa	Bandundu

ANNEXE 2

Liste des titres non-convertibles visités

N°	A Société	B Titre	C Numéro	D Territoire	E Province	F superficie (ha)	G Visitée par
1	AMBASSADEUR NKEMA LILOO	GA	0029/94	Befale	Equateur	140 814	DDFK
2	AMBASSADEUR NKEMA LILOO	GA	0028/94	BEFALE	Equateur	242 495	DDFK
3	BALU FUTI MALILA	GA	039/94	Befale	Equateur	264 086	DDFK
4	BIMPE AGRO	GA	014/84	Inongo	Bandundu	233 818	Thalitakhoumi
5	BIMPE AGRO	GA	0114/00	Inongo	Bandundu	110 753	Thalitakhoumi
	BOKANGA	LI	089/03	Bolomba	Equateur	180 782	CAPID
7	CFE	GA	032/96	Lisala	Equateur	127 241	PABO
8	COCAF	GA	050/05	Bolomba	Equateur	223 532	PABO
9	COCAF	GA	051/05	Bolomba	Equateur	265 901	PABO
10	ERCO SPRL	GA	056/05	Bumba	Equateur	173 502	ACB
11	ETS GRAND DJO	LI	025/97	Boende	Equateur	237 483	ILDI
12	ETS SENGE SENGE	GA	003/01	Oshwe	Bandundu	98 416	AMAR
13	KOMBELE	LI	002/81	Ubundu	Orientale	28 250	OCEAN
14	IKUMBELINGA	GA	037/94	Befale	Equateur	178 568	DDFK
15	KTC	GA	037/04	Ubundu	Orientale	59 134	OCEAN
16	LEDYA	GA	044/05	Bikoro	Equateur	113 300	REPALEF
17	LUGERERO ZAWADI	GA	018/05	Ubundu	Orientale	231 647	ocean
18	LUGERERO ZAWADI	GA	015/05	Boende	Equateur	210 043	ildi
19	MILLETIA SPRL	LI	017/05	Kwamouth	Bandundu	97 380	AEHD
20	MOF CONGO	GA	035/94	Befale/Boende	Equateur	82 235	DDFK
21	MOF CONGO	LI	047/04	Befale/Boende	Equateur	107 484	DDFK
22	MOJOB	LI	090/03	Oshwe	Bandundu	22 812	AMAR
23	NTECKO SPRL	GA	054/05	Bongandanga	Equateur	74 822	CIDB
24	OLAM CONGO	GA	049/05	Oshwe	Bandundu	213 510	AMAR
25	OLAM CONGO	GA	048/05	Ubundu	Orientale	35 057	OCEAN
26	PARCAFRIQUE	GA	014/05	Inongo	Bandundu	297 900	THALITAKHOUMI
27	Réserve stratégique générale	LI	032/05	Oshwe	Bandundu	192 605	AMAR
28	Reserve stratégique générale	LI	031/05	BASOKO	ORIENTALE	256 562	IGED
29	SAFECO	GA	017/87	SEKE-BANZA	BAS-CONGO	47 628	UEFA
30	SAICO CONGO	GA	0103/87	BOMA/ LUKULA	BAS-CONGO	2 414	UEFA
31	SAICO CONGO	GA	0104/87	BOMA	BAS-CONGO	2 619	UEFA
32	SCIETIE MBANDA	GA	0085/87	Lukula/Muanda	BAS-CONGO	54 459	UEFA
33	SCIETIE MBANDA	GA	005/95	TSHELA	BAS-CONGO	16 295	UEFA
34	SCIETIE MBANDA	GA	008/00	Lukula/ Sekebanza	BAS-CONGO	20 691	UEFA
35	FC	GA	046/05	Tshela/ Sekebanza	BAS-CONGO	29 908	UEFA
36	SMC	GA	047/05	BOLOMBA	EQUATEUR	137 523	CAPID
37	SOCEMA	GA	012/00	TSHELA	BAS-CONGO	35 419	UEFA
38	SOCIBEX	LI	028/02	OSHWEE	BANDUNDU	253 723	AMAR
39	SOCIBEX	LI	027/02	OSHWEE	BANDUNDU	122 724	AMAR
40	SOCOLO	GA	033/94	BEFALE	EQUATEUR	110 762	DDFK
41	SODAIKEL	GA	023/95	BOLOMBA	EQUATEUR	135 462	CAPID
42	SODAIKEL	GA	023bis/95	BOLOMBA	EQUATEUR	197 858	CAPID
43	SOKAMO	LI	008bis/02	OSHWEE	BANDUNDU	188 816	AMAR
44	SOMI CONGO	GA	034/97	INONGO	BANDUNDU	264 358	THALITAKHOUMI
45	FORABOLA	GA	008/05	Lukula/ Sekebanza	BAS-CONGO	-	UEFA

ANNEXE 3

Liste des titres convertibles visités

SOCIETES	TITRE	NUMERO	OBTENTION	TERRITOIRE	PROVINCE	SUPERFICIE ADM. (ha)	SUPERFICIE SIG (ha)
APC/TEMVO	GA	007/87	29/04/1987	LUKULA	BAS-CONGO	25 664	24 617
Total APC/TEMVO	1					25 664	24 617
BEGO CONGO	GA	021/05	21/04/2005	ISANGI	ORIENTALE	63 250	37 942
Total BEGO CONGO	1					63 250	37 942
CFT	GA	036/04	07/07/2004	UBUNDU	ORIENTALE	79 300	146 551
CFT	GA	013/03	25/03/2003	BOLOMBA	EQUATEUR	70 000	144 640
Total CFT	2					149 300	291 190
COMPAGNIE DES BOIS	GA	018/95	20/09/1995	OSHWE	BANDUNDU	120 000	148 081
Total COMPAGNIE DES BOIS	1					120 000	148 081
ENRA	GA	006/92	17/08/1992	MAMBASA	ORIENTALE	52 192	60 182
ENRA	GA	020/05	19/04/2005	MAMBASA	ORIENTALE	28 800	39 369
Total ENRA	2					80 992	99 551
FORABOLA	GA	005/05	21/01/2005	TSHELA/LUKULA	BAS-CONGO	19 264	15 450
FORABOLA	GA	006/05	21/01/2005	TSHELA/ SEKE-BANZA	BAS-CONGO	24 576	14 157
FORABOLA	GA	011/03	25/03/2003	BASOKO	ORIENTALE	250 000	315 858
FORABOLA	GA	009/03	25/03/2003	BOENDE	EQUATEUR	190 700	388 678
FORABOLA	GA	009/05	21/01/2005	TSHELA/ SEKE-BANZA	BAS-CONGO	62 232	88 612
Total FORABOLA	6					546 772	822 755
ITB	GA	001/04	18/01/2005	INGENDE/BIKORO	EQUATEUR	214 700	233 809
ITB	GA	002/01	31/12/2001	OSHWE	BANDUNDU	147 000	127 719
ITB	GA	002/04	18/01/2005	BASOKO	ORIENTALE	224 140	221 546
ITB	GA	030/05	18/01/2005	BIKORO	EQUATEUR	80 064	80 031
Total ITB	4					665 904	663 106
LA FORESTIERE	GA	002/93	03/07/1993	BAFWASENDE	ORIENTALE	84 740	78 408
LA FORESTIERE	GA	002/92	17/03/1992	BANALIA	ORIENTALE	151 800	181 920
LA FORESTIERE	GA	003/92	17/03/1992	BANALIA	ORIENTALE	140 224	147 447
Total LA FORESTIERE	3					376 764	407 776
LA FORESTIERE DU LAC	GA	024/05	27/04/2005	KUTU/INONGO	BANDUNDU	179 300	185 171
Total LA FORESTIERE DU LAC	1					179 300	185 171
MAISON NBK SERVICE	GA	041/05	22/08/2005	MUSHIE	BANDUNDU	64 464	79 730
Total MAISON NBK SERVICE	1					64 464	79 730
MEGA BOIS	GA	088/03	31/05/2003	BOLOMBA	EQUATEUR	121 216	135 462
Total MEGA BOIS	1					121 216	135 462
MOTEMA	LI	036/03	26/03/2003	INGENDE	EQUATEUR	250 000	179 669
MOTEMA	LI	037/03	26/03/2003	INGENDE	EQUATEUR	250 000	207 974
Total MOTEMA	2					500 000	387 643

RIBA CONGO	GA	046/04	26/11/2004	KWAMOUTH	BANDUNDU	48 256	37 367
Total RIBA CONGO	1					48 256	37 367
SAFBOIS	GA	034/04	29/06/2004	ISANGI	ORIENTALE	84 700	73 278
SAFBOIS	GA	091/03	03/06/2003	ISANGI	ORIENTALE	250 000	243 408
Total SAFBOIS	2					334 700	316 687
SAFO	GA	001/95	27/01/1995	BONGANDANGA	EQUATEUR	242 952	329 022
Total SAFO	1					242 952	329 022
SCIBOIS	GA	093/03	03/06/2003	LUKOLELA/ BIKORO	EQUATEUR	229 400	234 862
Total SCIBOIS	1					229 400	234 862
SEFOCO	GA	008/93	20/11/1993	INGENDE/ BOLOMBA	EQUATEUR	224 000	416 833
Total SEFOCO	1					224 000	416 833
SICOBOIS	GA	042/04	10/09/2004	LISALA	EQUATEUR	127 300	125 940
SICOBOIS	GA	033/04	25/06/2004	LISALA	EQUATEUR	158 130	165 396
SICOBOIS	GA	032/04	25/06/2004	LISALA	EQUATEUR	109 320	92 971
Total SICOBOIS	3					394 750	384 307
SODEFOR	GA	023/03	04/04/2003	LISALA	EQUATEUR	170 000	181 726
Total SODEFOR	1					170 000	181 726
SOEXFORCO	GA	045/04	23/11/2004	INGENDE	EQUATEUR	229 476	195 564
Total SOEXFORCO	1					229 476	195 564
SOFORMA	GA	033/03	25/03/2003	MONKOTO	EQUATEUR	115 000	201 564
SOFORMA	GA	005/03	25/03/2003	LUKOLELA	EQUATEUR	96 000	183 773
Total SOFORMA	2					211 000	385 338
TALA TINA	LI	003/04	18/01/2005	KWAMOUTH	BANDUNDU	28 500	42 554
Total TALA TINA	1					28 500	42 554
TRANS M/COTREFOR	GA	035/05	12/07/2005	BUMBA	EQUATEUR	246 000	205 636
TRANS M/COTREFOR	GA	034/05	12/07/2005	BEFALE	EQUATEUR	250 000	276 761
TRANS M/COTREFOR	GA	033/05	12/07/2005	BAFWASENDE/ BANALIA	ORIENTALE	250 000	275 058
Total TRANS M	3					746 000	757 455
Total	43					5 752 660	6 564 738

ANNEXE 4

Situation dans les titres non-convertibles visités

	A	B	C	D	E	F
N°	Titre / convention	Titulaire	Numéro de titre	Territoire	Province	superficie (ha)
1	GA	AMBASSADEUR NKEMA LILOO	0029/94	BEFALE	EQUATEUR	140 814
2	GA	AMBASSADEUR NKEMA LILOO	0028/94	BEFALE	EQUATEUR	242 495
3	GA	BALU FUTI MALILA	039/94	BEFALE	EQUATEUR	264 086
4	GA	BIMPE AGRO	014/84	INONGO	BANDUNDU	233 818
5	GA	BIMPE AGRO	0114/00	INONGO	BANDUNDU	110 753
	LI	BOKANGA	089/03	BOLOMBA	EQUATEUR	180 782
7	GA	CFE	032/96	LISALA	EQUATEUR	127 241
8	GA	COCAF	050/05	BOLOMBA	EQUATEUR	223 532
9	GA	COCAF	051/05	BOLOMBA	EQUATEUR	265 901
10	GA	ERCO SPRL	056/05	BUMBA	EQUATEUR	173 502
11	LI	ETS GRAND DJO	025/97	BOENDE	EQUATEUR	237 483
12	GA	ETS SENGE SENGE	003/01	OSHWE	BANDUNDU	98 416
13	LI	KOMBELE	002/81	UBUNDU	ORIENTALE	28 250
14	GA	IKUMBELINGA	037/94	BEFALE	EQUATEUR	178 568
15	GA	KTC	037/04	UBUNDU	ORIENTALE	59 134
16	GA	LEDYA	044/05	BIKORO	EQUATEUR	113 300
17	GA	LUGERERO ZAWADI	018/05	UBUNDU	ORIENTALE	231 647
18	GA	LUGERERO ZAWADI	015/05	BOENDE	EQUATEUR	210 043
19	LI	MILLETIA SPRL	017/05	KWAMOUTH	BANDUNDU	97 380
20	GA	MOF CONGO	035/94	BEFALE/ BOENDE	EQUATEUR	82 235
21	LI	MOF CONGO	047/04	BEFALE/ BOENDE	EQUATEUR	107 484
22	LI	MOJOB	090/03	OSHWE	BANDUNDU	22 812
23	GA	NTECKO SPRL	054/05	BONGANDANGA	EQUATEUR	74 822
24	GA	OLAM CONGO	049/05	OSHWE	BANDUNDU	213 510
25	GA	OLAM CONGO	048/05	UBUNDU	ORIENTALE	35 057
26	GA	PARCAFRIQUE	014/05	INONGO	BANDUNDU	297 900
27	LI	RESERVE STRATEGIQUE GENERALE	032/05	OSHWE	BANDUNDU	192 605
28	LI	RESERVE STRATEGIQUE GENERALE	031/05	BASOKO	ORIENTALE	256 562
29	GA	SEFECO	017/87	SEKE-BANZA	BAS-CONGO	47 628
30	GA	SAICO CONGO	0103/87	BOMA/ LUKULA	BAS-CONGO	2 414
31	GA	SAICO CONGO	0104/87	BOMA	BAS-CONGO	2 619
32	GA	SCIERIE MBANDA	0085/87	LUKULA/ MUANDA	BAS-CONGO	54 459
33	GA	SCIERIE MBANDA	005/95	TSHELA	BAS-CONGO	16 295

34	GA	SCIERIE MBANDA	008/00	LUKULA/ SEKE- BANZA	BAS-CONGO	20 691
35	GA	FC	046/05	TSHELA/ SEKE- BANZA	BAS-CONGO	29 908
36	GA	SMC	047/05	BOLOMBA	EQUATEUR	137 523
37	GA	SOCEMA	012/00	TSHELA	BAS-CONGO	35 419
38	LI	SOCIBEX	028/02	OSHWE	BANDUNDU	253 723
39	LI	SOCIBEX	027/02	OSHWE	BANDUNDU	122 724
40	GA	SOCOLO	033/94	BEFALE	EQUATEUR	110 762
41	GA	SODAIKEL	023/95	BOLOMBA	EQUATEUR	135 462
42	GA	SODAIKEL	023 ^{BIS} /95	BOLOMBA	EQUATEUR	197 858
43	LI	SOKAMO	008 ^{BIS} /02	OSHWE	BANDUNDU	188 816
44	GA	SOMI CONGO	034/97	INONGO	BANDUNDU	264 358
45	GA	FORABOLA	008/05	LUKULA/ SEKE- BANZA	BAS-CONGO	-

ANNEXE 5

Tableau illustratif des écarts dans les réalisations sociales entre 2011-2012.

Entreprise	Titre	CCF	FDL	Infrastructure		Commentaires
				Prévue	Taux de réalisation durant la période de 20011 à 2012 en %	
Sodefor / OSHWE	31/03	34/11	188990\$	<ul style="list-style-type: none"> Construction centre de santé de Mbinza nord Construction centre de santé de Nongempela Nord Construction de deux écoles de six classes à Mbinza Nord Construction de deux salles de professeurs à Mbinza Nord Construction de trois écoles à Nongempela Nord Construction de trois salles de professeurs à Nongemela Nord Aménagement d'une source à Nongempela Nord Aménagement d'une source à Mbinza Nord Acquisition d'une coque de 25 personnes et fourniture en carburant, plus un moteur de 25 CV. 	<ul style="list-style-type: none"> 0% 0% 50% 25% 25% 0% 0% 0% 0% 	L'exploitation forestière n'a pas encore débuté suite aux contraintes que connaît SODEFOR. Cependant, 10% du coût total des infrastructures + une avance sur les ristournes a servi au démarrage des réalisations socio-économiques.
Sodefor/ Oshwé	64/00	038/11	99200\$	<ul style="list-style-type: none"> Réhabilitation de 15 Km de routes reliant les villages Isoko et Mbinza Bonkuti Réhabilitation de 7 Km de route reliant le village Isoko à la rivière Wambeli Construction d'un dispensaire au village Isoko Aménagement d'une source d'eau à Iyembé 	<ul style="list-style-type: none"> 20% 100% 65% n 0% 	Ces routes ont été réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des clauses sociales signées entre SODEFOR et les populations riveraines de Batito Sud. Actuellement, elles nécessitent un entretien tel que prévu à l'Art 6 de l'arrêté 023. Pour la source d'eau, l'exploitation forestière devrait commencer afin que le fonds de développement soit alimenté.

ITB/Oshwé	002/01	05/11	159 740\$	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 58 Km de route reliant les villages Bukutu et Oshwé • Réhabilitation de 8 écoles au village Ilongo • Construction d'une école au village Lokombe • Construction d'un poste de santé à Lokombe • Réhabilitation de 2 ponts à Ilongo • Construction d'un centre culturel à Ilongo • Construction d'un marché à Ilongo • Acquisition d'une tronçonneuse à Ilongo • Acquisition d'un m³ de bois à Ilongo 	<ul style="list-style-type: none"> • 0% • 0% • 0% • 0% • 0% • 0% • 70% • 100% • 100% 	Actuellement, ITB a des contraintes financières et techniques qui ne lui permettent pas d'exploiter les forêts de Bukutu tel que prévu. Et suite à cela, la clause sociale n'est plus alimentée trimestriellement
COTREFOR Befale						
COTREFOR /Alibuku						
MEGA BOIS	002/03	017/11	135 070\$	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'un pont lourd de 8 m entre Loanga et Bolima • Construction d'un pont léger de 6 m à DJOA • Construction d'un centre de santé à DJOA • Construction de 2 écoles primaires à DJOA et à LOKOFA • Construction d'un centre culturel à DJOA • Acquisition d'une phonie multifonctionnelle à DJOA 	<ul style="list-style-type: none"> • 0% • 0% • 0% • 0% n • 0% • 0% 	<p>La signature de la clause sociale a eu lieu le 14/11/2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'entreprise accuse des difficultés financières énormes, • Instabilité des cadres techniques sur le site d'exploitation, • Manque de matériel roulant, • Location des engins auprès des tiers, • Non versement des 10% prévus selon la réglementation, • Le plan de gestion est validé pour une période de 2014 à 2017 • Selon les responsables de MEGA BOIS trouvés sur terrain, l'exploitation va débuter en 2014.

ITB Bikoro	001/04	013/11	189 251\$	<ul style="list-style-type: none"> • Construction d'une école au village Mpenda • Construction d'une école au village Manga • Construction d'une école au village Besefe • Réfection de la salle d'opération d'ITIPO • Construction de 160 maisons pour les communautés • Acquisition de 49 vélos 	<ul style="list-style-type: none"> • 0% • 0% • 0% • 100% • 20% • 20% 	<p>Actuellement, ITB a des contraintes financières et techniques qui ne lui permettent pas d'exploiter les forêts de Bukutu tel que prévu. Et suite à cela, la clause sociale n'est plus alimentée trimestriellement.</p> <p>C u r i e u s e m e n t , plusieurs sources signalent le cas de l'exploitation illégale du bois dans cette concession.</p>
BAKRI BOIS	/04	04/11	268 998\$	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation de 35 Km de route reliant les villages Bokatola et Losofi • Equipements du centre de santé de Bokatola • Construction de 2 écoles : Bokatola et Boïmbo, 	<ul style="list-style-type: none"> • 0% • 100% 	<p>10% du coût total des réalisations socio-économiques a servi au fonctionnement des comités locaux de gestion et de suivi et à l'approvisionnement du centre de santé de Bokatola en médicament.</p>

Forabola				<ul style="list-style-type: none"> • 03 moulins à fufu à Kuteme, Bobaula et Bolikango, • 01 poste à souder à Bobati II, • 02 groupes électrogènes de 5KV à Bobati et Badjamba • 01 Pirogue de 10 M à Badjamba, • 01 Moteur Yamaha 25 KVA à Badjamba • Achèvement du dispensaire de Bomboma • Achèvement du dispensaire de Bolikango, • Achèvement du dispensaire de Bokau • Achèvement du dispensaire de Baonde, • Achèvement du bureau chef de secteur, • Achèvement de l'EP Likombe • Construction du dispensaire de Bobati, • Construction du dispensaire de Bobaula • Construction de l'Ecole secondaire Yambomba, • Construction de l'EP Bokpoloa • Construction de l'Ecole secondaire Badjamba, • Construction d'une Chapelle Catholique à Lileko, • Route de 45 Km en terre battue Lileko Yambomba 	100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100% 100%	<p>l'exploitant a achevé les infrastructures issues des anciennes conventions d'avant 2010.</p> <p>Il reste à achever l'EP Bokpoloa et le bureau du chef de secteur.</p> <p>L'exploitant construit une chapelle et une route non prévues dans les infrastructures contenues dans les clauses sociales de 2011.</p> <p>L'entreprise n'a pas livré les deux groupes électrogènes prévus en 2012.</p> <p>L'entreprise a déploré le détournement de 9000\$ USD de frais de fonctionnement du CLG par ses membres.</p>
SIFORCO	018/00	040/11	206 752\$	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 2 grandes écoles dans les villages Ngoo et Ngania • Construction de 2 postes de santé dans les villages Ngoo et Ngania • Construction d'un centre de santé à Ilebo Mangala 	<ul style="list-style-type: none"> • 0% • 0% • 15% 	Des problèmes liés au non respect du chronogramme prévisionnel de réalisation socio-économique de la part de SODEFOR sont signalés.

SCIBOIS/ Lukolela	093/03	020/11		<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation de 42 Km de route reliant les villages Ngombe à Irebu • Réhabilitation de 65 Km de route reliant les villages Ikali Gare à Bosango • Réhabilitation de 10 Km de route reliant les villages Ikali Gare à Bosango • Construction de 2 centres de santé à Botunu et à Bosango • Construction d'un poste de santé à Nsongo • Construction de 2 écoles à Irebu et Ngombe Nsange • Réhabilitation de 2 écoles à Ngombe et à Maila • Construction d'un magasin communautaire à Botunu • Construction d'un terrain de football à Ngombe • Réhabilitation du bâtiment administratif du secteur de Lusankani à Ngombe 	<ul style="list-style-type: none"> • 0% • 0% • 0% • 0% • 0% • 0% • 0% • 0% • 0% • 0% 	<p>La signature de la clause sociale a eu lieu le 02/09/2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'entreprise accuse des difficultés financières énormes, • Instabilité des cadres techniques sur le site d'exploitation, • Manque de matériel roulant, • Location des engins auprès des tiers, • Non versement des 10% prévus selon la réglementation, • La communauté ne dispose que d'une copie du contrat de concession forestière signé le 04/08/2011. • Le plan de gestion est validé pour une période de 2012 à 2015 • Plusieurs conflits entre CB et la communauté, et aussi entre chefs de terres. • Selon les responsables SCIBOIS trouvés sur terrain, l'exploitation va débuter en 2014.
SODEFOR	28/03	39/11	203 379\$	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation de 55 Km de route reliant les villages Ikala 1 et Ekwayolo • Construction de 14 écoles primaires et secondaires • Construction d'un centre de santé • Construction d'un marché public à TAKETA rive 	<ul style="list-style-type: none"> • 100% • 65% • 75% • 100% 	<p>Cette concession est également un site pilote pour la certification forestière en RDC. Les routes construites nécessitent un entretien. Cfr Art 6 de l'arrêté 023.</p> <p>Des avancées significatives sont notées mais, le chronogramme de réalisation socio-économique n'est pas pour autant respecté.</p>

SODEFOR Accord 1(Babaï)	21/03	35/11	208 193\$	<ul style="list-style-type: none"> • Réfection partielle de 24 écoles • Construction de 8 postes de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • 65% • 0% 	Des avancées significatives sont notées mais, aussi des problèmes liés au non respect du chronogramme prévisionnel de réalisation socio-économique de la part de SODEFOR.
SODEFOR Accord 2 (Mbelo)	21/03	35/11	172 193\$	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation de la route reliant les villages Mpoma et Bonga • Réhabilitation partielle de 9 écoles • Construction de 5 écoles primaires • Construction de 6 postes de santé 	<ul style="list-style-type: none"> • 25% • 30% • 15% • 0% 	Des problèmes liés au non respect du chronogramme prévisionnel de réalisation socio-économique de la part de SODEFOR sont signalés. Vu l'enclavement de la zone, la route devrait précéder toutes les autres infrastructures afin de faciliter l'acheminement des matériels dans les sites.
Compagnie des Bois/ Oshwé	018/95	021/11	354 532\$	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 5 centres de santé aux villages Pakate, Nongeturi, Nkolo, Maheu et Bayeria • Construction de 5 écoles aux villages Nongeturi, Nongenzale, Nkole, Maheu et Bayeria • Aménagement d'une source d'eau • Construction de 7 toilettes publiques • Salle de loisirs avec équipements • Réhabilitation de 35 Km de route reliant les villages Maheu à Oshwé 	<ul style="list-style-type: none"> • 0% • 0% • 0% • 0% • 0% • 25% 	<p>La signature de la clause sociale a eu lieu le 02/09/2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'entreprise accuse des difficultés financières énormes, • Instabilité des cadres techniques sur le site d'exploitation, • Manque de matériel roulant, • location des engins auprès des tiers, • Non versement des 10% prévus selon la réglementation, • La communauté ne dispose que d'une copie du contrat de concession forestière signé le 04/08/2011. • Le plan de gestion est validé pour la période de 2011 à 2014 • Plusieurs conflits entre CB et la communauté, et aussi entre chefs de terres.

La Forestière/ Banalia	003/92	002/11		<ul style="list-style-type: none"> • 48 Km de routes à réhabiliter • 13 Ponts • 01 école de six classes à construire • 01 centre de santé à construire • 210 tôles pour les 07 Groupements, • 40 tôles pour le chef lieu du secteur 		<p>La signature de la clause sociale a eu lieu le 24/11/2010 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'entreprise accuse des difficultés financières énormes, • Instabilité des cadres techniques sur le site d'exploitation, • Manque du matériel roulant, • Location des engins auprès des tiers, • Non versement des 10% prévus selon la réglementation, • La communauté ne dispose que d'une copie du contrat de concession forestière signé le 04/08/2011. • Le plan de gestion est en cours d'élaboration.
La Forestière/ Bafwasende	002/93		003/11	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation des 24 Km de route Kondolole à Baego • Construction d'une Ecole Primaire de six classes en matériaux durables conforme au modèle UNESCO et équipée de bancs • Construction/Réfection d'un centre de santé de trois salles, • Transport des biens et des personnes dans la limite de la capacité des camions / engins, • Approvisionnement de 500 tôles métalliques de trois mètres pour un campement livrable à dater de la signature du présent contrat, 		
La Forestière/ Banalia	002/92		001/11			<p>Jusqu'au moment de la visite sur terrain, le titre 002/92 était difficilement localisable par les communautés riveraines des territoires de Bafwasende et Banalia.</p>



100%
RECYCLE



Notre raison d'être

Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.

www.panda.org